



Le fleuve Oronte, catalyseur de tensions régionales



© Le Commerce du Levant

Écrit par Alexis Benlarbi – De Carvalho &
Alizée Studzinski
Association Werra
Mars 2021



Alexis Benlarbi - De Carvalho est diplômé d'un Master en Histoire à La Sorbonne Universités, centré sur les guerres de religion, ainsi que d'un Master 2 en Géopolitique et Sécurité Internationale à l'Institut Catholique de Paris. Au cours de ce dernier cursus, il s'est spécialisé sur les groupes paramilitaires, notamment au Moyen-Orient, et les méthodes employées par ces derniers.



Alizée Studzinski a tout d'abord été attirée par le Droit avant d'orienter son parcours vers la Géopolitique et les Relations Internationales. Ainsi, elle a réalisé son Master 2 en Géopolitique et Sécurité internationale à l'Institut Catholique de Paris. Son mémoire de fin d'études portait sur les conséquences du dérèglement climatique sur la conflictualité en Afrique de l'Est et dans l'Afrique des Grands-Lacs, reposant sur une étude comparée entre l'Ethiopie et la République démocratique du Congo.

Les propos exprimés par l'auteur n'engagent que sa responsabilité

© Tous droits réservés, Paris, Association Werra, Mars 2021



INTRODUCTION

Le fleuve Oronte est considéré comme étant l'un des seuls vrais fleuves du Levant avec l'Euphrate. Également connu sous l'appellation « *Al Assi* » en langue arabe, ce fleuve traverse trois pays au Proche-Orient à savoir le Liban, la Syrie et la Turquie. Très longtemps considéré comme un fleuve important pour l'établissement des populations au Levant, les questions autour de l'exploitation des eaux de l'Oronte suscitent de vives tensions entre les trois pays riverains. L'Oronte est le fleuve où s'articule une partie de l'économie du Nord du Levant, ses eaux permettant à près de 5,7 millions de personnes de vivre, notamment de l'agriculture. Depuis l'Antiquité se sont développés de grands centres urbains le long du fleuve, comme Homs et Hama en Syrie, ainsi qu'Antioche en Turquie.

Pourtant, depuis la fin de la Première Guerre Mondiale et le partage du Proche-Orient entre les puissances mandataires britannique et française, les eaux de l'Oronte sont devenues un enjeu capital pour les pays de la région. En effet, la France qui occupait alors l'actuelle Syrie, céda en 1939 la province du Hatay à la Turquie, province encore aujourd'hui revendiquée par la Syrie. Les différents conflits au Proche-Orient ont très souvent menacé l'équilibre dans la région, mais également perturbé la bonne gestion des eaux, le secteur agricole et à termes, ont favorisé les déplacements des populations. Le conflit syrien est l'illustration même de cette mauvaise gestion de l'eau. Il a mis en exergue les dissensions régnantes entre les pays de la région mais a également mis en relief la tension turco-syrienne sur l'Oronte, la Turquie ayant été exclue de la coopération sur le fleuve lors d'un accord entre le Liban et la Syrie en 2002.

Dans une région habituée à des pics de chaleur extrême, le fleuve Oronte apparaît comme une richesse stratégique pour les pays qui lui sont frontaliers. Pour autant, son partage a longtemps suscité de vives tensions et des conflits périphériques ont entaché la mise en place d'une gestion partagée sereine. Un espoir renaît néanmoins avec l'hydro-diplomatie.



Le bassin de l'Oronte, zone de convergence de tensions politiques et d'aléas climatiques

1) Des problématiques climatiques importantes

Le fleuve Oronte se caractérise par un débit moyen abondant et régulier et l'absence de crues dévastatrices. Le bassin de l'Oronte est à la fois un pôle historique et économique. Dans les vallées, de nombreux villages ont vu le jour et, l'exploitation des multiples ressources en eau du bassin en a fait des cités prospères. Le bassin de l'Oronte est également une zone diversifiée sur le plan de sa topographie, mais connaît aussi une variabilité des précipitations avec une forte aridité recensée au flanc sud-est du bassin.

Le Moyen-Orient est une région réputée pour sa forte instabilité et ce depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale. La question des ressources hydrauliques est centrale dans cette région, confrontée depuis plusieurs décennies à une situation de stress hydrique. De ce fait, l'eau constitue un point de tensions entre les pays de la zone. En 2015, Fadi G. Comair et Michael Scoullou expliquaient déjà que « Les ressources en eau deviennent de plus en plus importantes en termes de géopolitique sécuritaire, particulièrement dans la région du Moyen-Orient où elles sont généralement partagées et rares¹ ». En effet au XXI^e siècle, près de 40% de la population mondiale vit dans des zones de bassins, de fleuves transfrontaliers. De même, les eaux de ces bassins et fleuves transfrontaliers représentent près de 50% des ressources en eau disponibles dans le monde.

Avec son climat chaud et ses paysages désertiques, le Moyen-Orient est l'une des régions les plus arides au monde, mais les problématiques relatives à la sécheresse et à la désertification des sols tendent à s'accroître à cause du dérèglement climatique. C'est en effet une des premières régions touchées par le réchauffement climatique. Selon les études des climatologues, un réchauffement de +2°C aura une influence d'au moins 30% sur les précipitations d'ici 2030.

A ces enjeux, s'ajoute le manque criant d'eau potable. En effet, des millions de personnes n'ont toujours pas accès à l'eau potable que ce soit pour la consommation

¹ COMAIR Fadi G., SCULLOS Michael et al., « *Science diplomacy and transboundary water management: The Orontes river case* », UNESCO Office Venice and Regional Bureau for Science and Culture in Europe, 2015, p. 20



quotidienne ou l'agriculture. Et malgré une pression démographique visant à s'accroître dans les années à venir, la disponibilité en eau ne croîtra pas, mais au contraire, déclinera. C'est donc la combinaison de « la pénurie d'eau et la sécheresse, exacerbées par le changement climatique » qui « constituent de sérieuses menaces à la sécurité hydrique, étroitement liée aux moyens de subsistance, la santé humaine, le lien entre la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et les questions de sécurité globale et la paix² ». Enfin, un tel risque de pénurie en eau va alors provoquer le départ forcé ou non des agriculteurs présents dans les zones les plus arides. Les migrations climatiques vont également augmenter cette situation de stress hydrique. Ce cas de figure était déjà recensé en 2018 au Liban où deux millions de Syriens s'étaient réfugiés dans le pays, accentuant la pression sur la disponibilité en eau.

Ainsi, la pénurie en eau, la migration climatique et les problèmes liés à la gestion des eaux transfrontalières sont susceptibles de générer des tensions régionales entre les pays riverains.

Les économies des pays vont être altérées et les écosystèmes des rivières vont changer : il y aura moins de zones vertes, moins de faune, moins de flore, ce qui aura aussi de nombreuses conséquences. Le Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation, signé en 2015, prévoit le partage de données hydrauliques pour comprendre comment les ressources aquifères seront affectées par les changements globaux et élaborer des réponses communes. Un tel cadre n'existe pas au Moyen-Orient. Pour l'instant, la création d'une agence méditerranéenne de l'eau n'a pas pu se concrétiser pour des raisons diplomatiques.

2) Le bassin de l'Oronte, zone convoitée pour son or bleu

Le bassin de l'Oronte n'a jamais été navigable. Cependant, de grandes civilisations se sont installées le long du fleuve. L'Oronte, passant par les montagnes du Liban et les plaines de Syrie, se jette dans la mer en Turquie. Il est particulièrement réputé pour ses routes commerciales qui ont permis de développer de grands centres de peuplement comme la ville d'Antioche, qui fut la ville la plus importante en Méditerranée orientale pendant l'Antiquité, après Alexandrie. Aujourd'hui la ville d'Antioche se trouve dans la province Turque du Hatay contestée par la Syrie qui l'estime faisant partie intégrante du territoire Syrien.

L'Oronte définit une partie de la frontière entre la Turquie et la Syrie sur 31km, notamment le long de la province contestée du Hatay. En 2001 le projet BAR (Bassins à risques)

² *Ibid*, p. 29-30



identifiait le bassin de l'Oronte à risque notamment à cause des différents projets concernant la gestion des eaux du fleuve, et définissait ainsi ce dernier comme une zone potentielle de conflits liés à la pénurie d'eau qui sévit dans la région. Bien que les eaux du fleuve soient partagées entre trois pays, aucun accord tripartite entre ces Etats n'a été signé. Il ne s'agit pour l'heure que d'accords bilatéraux à l'exemple des accords de coopération syro-libanais de 1994 et 2002. Dans ces deux accords, il n'était aucunement question d'intégrer la Turquie aux négociations. Cette mise à l'écart réside principalement dans le fait que la Syrie ne reconnaît pas la province du Hatay comme étant un territoire Turc, pas plus que l'Oronte comme étant un fleuve international mais un fleuve régional. Par conséquent les autorités Syriennes ont décidé qu'il était naturel de ne négocier qu'avec les Libanais. Comme l'expliquent Fadi Comair et Michael Scoullou, l'accord de 2002 est perçu comme plus juste car il correspond aux demandes agricoles et urbaines des populations de la région, et surtout car il est basé sur une étude économique et hydrologique approfondie des zones concernées par le partage des eaux du fleuve³. Bien que la Turquie soit en aval du fleuve, les Libanais et les Syriens s'accordent pour qualifier la Turquie de pays hégémonique sur les eaux du fleuve.

Le droit d'exploitation du fleuve est primordial aussi bien pour les populations du pays qui l'exploitent, que pour sa volonté de devenir une puissance stratégique régionale. Pour autant, une gestion partagée de l'or bleu est complexe, encore plus dans une région victime de stress hydrique.

³ *Ibid*, p.46



La gestion partagée des eaux de l'Oronte : entre tensions et hydro-diplomatie

1) Une difficile gestion des eaux partagées au Moyen-Orient

La situation de gestion des eaux est un sujet très sensible et très complexe au Moyen-Orient, et l'est d'autant plus au Levant. En effet la Syrie est très peu traversée par des espaces fluviaux, rendant le pays très souvent dépendant de ses voisins et favorisant le stress hydrique. De plus ces fleuves traversent le plus souvent les zones les plus désertiques du pays et sont très affectés par les différents barrages hydroélectriques qui ont été construits ces dernières décennies⁴. La perte du Golan en 1967 constitue un tournant majeur pour la gestion de l'eau en Syrie, n'ayant plus la main sur le Jourdain. L'Oronte devient très rapidement la seule source d'approvisionnement en eau de surface pour le pays⁵. Il est donc compréhensible que les autorités Syriennes cherchent à sécuriser ces approvisionnements en tentant d'exclure la Turquie des négociations. Enfin, dans le but que la Turquie ne tente pas de mettre un terme à l'accord sur l'Oronte avec le Liban, Syriens et Turcs ont négocié un non-engagement de la Syrie dans le bassin de la rivière d'Afrin, affluent de l'Oronte⁶. Dans le cas des partages des eaux de l'Oronte, les aléas géopolitiques dans la région ainsi que les disputes territoriales constituent les deux facteurs susceptibles de provoquer une déflagration au Proche-Orient.

Au cours de l'Histoire, plusieurs conflits ont éclaté par rapport au partage et à l'exploitation des eaux de la région. Depuis les années 1960, Turcs, Irakiens et Syriens ont essayé de gérer conjointement les différents fleuves qu'ils se partagent, à savoir le Tigre et l'Euphrate. Cependant les premières tensions apparaissent dans les années 1970 lorsque les premiers barrages ont été construits⁷. En 1974, les Syriens ont commencé à mettre l'eau de l'Euphrate dans le réservoir du barrage de Tabqa et l'année suivante, les Turcs ont fait de même avec le barrage de Keban, ce qui a réduit de près d'un quart le niveau de l'eau du fleuve

⁴ DOMBROWSKY Patrick, « Géopolitique de l'eau en Syrie », 15 avril 2016, <http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/geopolitique-de-leau-en-syrie/>,

⁵ *Ibid.*

⁶ COMAIR Fadi G., SCULLOS Michael et al., « *Science diplomacy and transboundary water management : The Orontes river case* », UNESCO Office Venice and Regional Bureau for Science and Culture in Europe, 2015, p. 46

⁷ Le barrage Syrien de Tabqa sur l'Euphrate a été construit en 1973, le barrage Turc de Keban a quant à lui été construit deux ans plus tard en 1975



passant en Irak⁸. De là, les tensions ont commencé à monter très rapidement entre les différents pays. L'Irak d'Ahmad Hassan al-Bakr commença à amasser des troupes le long de la frontière syrienne dans le but de bombarder le barrage. En effet les actions Syriennes et Turques étaient unilatérales car ces pays n'avaient pas pris la peine de se concerter avec l'Irak pour prendre ces décisions. Cependant la guerre fut évitée de peu notamment grâce à la médiation conjointe des Saoudiens et des Soviétiques.

Les tensions entre Turcs et Syriens concernant les eaux de l'Oronte sont apparues dès les années 1980-1990. La question du partage des eaux de l'Oronte a toujours été centrale dans les disputes entre ces deux pays, du moins lorsque ces disputes sont axées sur les ressources naturelles. La Syrie refusant de reconnaître la province du Hatay comme territoire turc, le pays estime que les eaux de l'Oronte ne doivent pas être partagées avec la Turquie. Or, les tensions entre ces deux pays sont beaucoup plus vives au niveau des fleuves Tigre et de l'Euphrate, notamment avec le projet turc du développement du sud-est du pays. Le projet GAP (*Guneydogu Anadolu Projesi*), prévoyait la construction de près de 22 barrages le long de ces fleuves, réduisant de près de 70% le débit de l'Euphrate, ce qui était absolument inconcevable aussi bien pour les Syriens que pour les Irakiens⁹.

Les revendications de la Turquie sur l'Oronte vis-à-vis de la Syrie s'expliquent par le développement croissant du pays depuis ces trente dernières années, et qui par conséquent, fait face à une demande de plus en plus forte en eau de surface afin de combler ses besoins dans les secteurs agricoles et dans ses différents projets d'irrigation. La Syrie était confrontée à la même problématique avant la guerre civile débutée en 2011. En 2004, Recep Tayyip Erdoğan, alors Premier ministre Turc, effectuait une visite diplomatique à Damas afin de promouvoir la proposition turque de « Barrage de l'amitié »¹⁰, visant la construction d'un barrage conjoint entre la Syrie et la Turquie sur l'Oronte¹¹. Le projet fut adopté conjointement en 2009 et sa construction débuta le 7 février 2011, à peine un mois avant le début de la guerre civile syrienne.

⁸ KALPAKIAN Jack, « *Identity, conflict and cooperation in international river systems* », Aldershot: Ashgate, 2004

⁹ KAVALL Allan, « *Historique des relations entre la Turquie et la Syrie depuis la fin de la Première Guerre Mondiale : Une Histoire accidentée* », <https://www.lescledumoyenorient.com/Historique-des-relations-entre-la-Turquie-et-la-Syrie-depuis-la-fin-de-la->, 6 octobre 2011

¹⁰ BAYLEH Rachid, « Djibouti/Turquie : le barrage de l'amitié sera bientôt opérationnel », La Nation, 8 octobre 2019, <https://www.lanation.dj/djibouti-turquie-le-barrage-de-lamitie-sera-bientot-operationnel/>

¹¹ KIBAROGLU Aysegul & SUMER Vakur, « *Science diplomacy and transboundary water management: The Orontes river case* », UNESCO Office Venice and Regional Bureau for Science and Culture in Europe, 2015, p. 73



Le conflit syrien a bouleversé les populations situées dans le bassin de l'Oronte. La situation de ces populations, déjà précaire à cause des aléas climatiques qui sévissent dans la région, s'est davantage aggravée. Les nombreux affrontements ont contraint les populations à fuir. Près de deux tiers de la population du bassin de l'Oronte ont été déplacés jusqu'à aujourd'hui, certains ont trouvé refuge au Liban, d'autres en Turquie, quant au reste, ils sont nombreux à avoir trouvé refuge dans d'autres villes et villages du bassin de l'Oronte¹². Avant le conflit, on estime que le bassin de l'Oronte fournissait près d'un quart de la production agricole et près d'un tiers de la production industrielle de la Syrie, faisant de la région un carrefour commercial stratégique pour le pays et un enjeu de stabilité économique.

Le bassin de l'Oronte apparaît donc comme étant une zone stratégique au Proche-Orient, aussi bien pour des questions de politique intérieure qu'extérieure. Cependant la guerre civile syrienne a énormément endommagé les infrastructures du pays et très fortement déstabilisé la région. Les tensions entre la Turquie et la Syrie sont certes moins fortes qu'au début du conflit en 2011, mais les relations entre les deux pays ne sont pas pour autant sur la voie de la réconciliation, notamment depuis l'incursion turque en Syrie en 2017 et la dernière offensive de l'armée Turque fin 2019 contre les Kurdes. Il n'est pas impossible de voir émerger, dans les années à venir, un conflit entre la Turquie et la Syrie au sujet de l'exploitation des eaux de l'Oronte, bien qu'aucun de ces deux Etats ne souhaite réellement s'engager dans une guerre longue et dévastatrice dans une région déjà bien fragilisée.

2) L'espoir d'une trêve dans le partage des eaux de l'Oronte avec l'hydro-diplomatie

Avec une croissance démographique de 3,8% par an (chiffres de 2018), la région dispose de peu d'eau, à savoir 700 m³ par habitant et par an au Moyen-Orient contre 7 000 m³ en moyenne au niveau planétaire¹³. L'eau est donc un facteur de conflit régional tout à fait crédible.

Anticiper d'éventuels conflits autour de l'eau, dans une région déjà fortement déstabilisée

¹² HAJ ASAAD Ahmed & JAUBERT Ronald, « *Geostrategic stakes and the impact of the conflict in the Orontes River basin* », https://www.cairn-int.info/article-E_COME_089_0173--geostrategic-stakes-and-the-impact-of.htm, Confluences Méditerranée, 2014/2 (No 89), p. 173-184

¹³ COMAIR Fadi, « l'hydro-diplomatie pour éviter la militarisation des conflits », ID4D-AFD, 17 avril 2018, <https://ideas4development.org/hydro-diplomatie-conflits-eau/>



par des problèmes d'ordre sécuritaire, suppose la mise en place d'une politique de coopération entre les pays de ladite région. Les textes législatifs en faveur d'une répartition équitable de l'eau doivent être appliqués strictement, à l'instar de la Convention des Nations unies de 1997 qui prône le partage équitable et l'utilisation raisonnable de l'eau. Ce texte a été ratifié par tous les pays de la région à l'exception d'Israël et de la Turquie.

Pour autant, le recours aux conventions internationales n'est plus suffisant car la situation de stress hydrique dans la région menace le mode de vie de tous ses habitants, et peut conduire à terme, à une « guerre de l'eau ». C'est pour cela que monsieur Fadi G. Comair, Directeur Général des Ressources Hydrauliques et Electriques au ministère de l'Energie et de l'Eau au Liban, évoque la notion d'hydro-diplomatie¹⁴, créée au début des années 1990. Ce concept désigne « *le fait de rassembler autour de la table, dans le cadre d'une nouvelle gouvernance, tous les acteurs liés à la gestion de l'eau. Le but est de favoriser les bienfaits économiques et sociaux pour les bassins transfrontaliers et de travailler pour éviter la militarisation des conflits liés à l'eau* ».

Pour éviter toute situation de gestion hégémonique de la ressource hydraulique dans la région, Fadi G. Comair propose d'élaborer des réponses communes aux changements globaux à venir initiés par le dérèglement climatique. Pour autant, il n'existe pas de cadre tel que le Pacte de Paris sur l'eau et l'adaptation (2015) au Moyen-Orient. De plus, la mise en œuvre de solutions concrètes est liée à la volonté des chefs d'Etat. Mais dans une région où l'insécurité demeure depuis des décennies, la priorité ne va pas forcément à la question climatique.

Pourtant, comme dit précédemment, la problématique du partage de l'eau n'est pas uniquement liée à un versant climatique. En effet, la mise en œuvre d'une gouvernance de l'eau dans la région vise à assurer la sécurité énergétique et alimentaire des pays frontaliers au bassin. L'esquisse d'un accord entre la Turquie et la Syrie en 2004 découlant sur la construction d'un barrage en 2011 laissait présager une forme de coopération sur la gestion de l'eau, mais la guerre civile syrienne a mis en suspens ce projet, remettant la gestion de l'eau au cœur des enjeux régionaux.

¹⁴ *Ibid.*



CONCLUSION

L'eau, qu'on qualifie d'or bleu, est précieuse dans la région du Moyen-Orient, victime de son climat aride et faible en précipitations. Le bassin de l'Oronte constitue un lieu stratégique aussi bien sur le plan des velléités politiques, territoriales, que des possessions en ressources naturelles.

Le processus d'un engagement en faveur d'un partage de l'eau autour du bassin de l'Oronte n'a été envisagé, pour le moment, que sur le plan bilatéral. Pourtant, la proposition Turque en faveur d'un traité de coopération avec la Syrie sur le partage équitable de l'Oronte laissait entrevoir une nouvelle dynamique sur le plan diplomatique au Moyen-Orient. C'était sans compter sur la guerre civile syrienne en 2011 qui bouleversa l'équilibre régional de manière significative. La Turquie et la Syrie se retrouvent aujourd'hui, de nouveau, rivales.

Pour autant, la Turquie pourrait être le pays de la région instigateur de nouvelles coopérations. En effet, le pays s'est engagé en 2014 dans un projet de « barrage de l'amitié » avec Djibouti dans la région d'Arta. La Turquie a financé en intégralité le barrage djiboutien, à hauteur de 17,5 millions d'euros dans le cadre du programme de lutte contre la soif mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture, de l'eau, de la pêche, de l'élevage et des ressources halieutiques de Djibouti. Pour le ministère, ce projet a pour objectif de stimuler l'agriculture vivrière et maraîchère dans cette zone éloignée du centre-ville¹⁵.

L'urgence aujourd'hui est de parvenir à une entente sur le partage de l'eau dans la région, en dépit des conflits existants, pour assurer la sécurité économique, alimentaire et hydrique des populations du bassin. La peur d'un stress hydrique existe déjà. Mais les annonces des experts du climat pour les années à venir laissent penser à un accroissement des difficultés pour des populations déjà vulnérables face au climat. Et ce notamment à cause d'un accroissement démographique et des migrations climatiques qui accentueront la pression sur la ressource en eau. C'est pourquoi l'hydro-diplomatie doit faire partie des nouvelles priorités du Moyen-Orient. Mais cela suppose un consensus entre des pays dont les rapports ont toujours été conflictuels, ou le sont devenus.

¹⁵ BAYLEH Rachid, « le barrage de l'amitié : un projet pour stimuler l'agriculture vivrière et maraîchère », La Nation, 13 août 2020, <https://www.lanation.dj/le-barrage-de-lamitie-un-projet-pour-stimuler-lagriculture-vivriere-et-maraichere/>